

<http://divergences.be/spip.php?article2806>



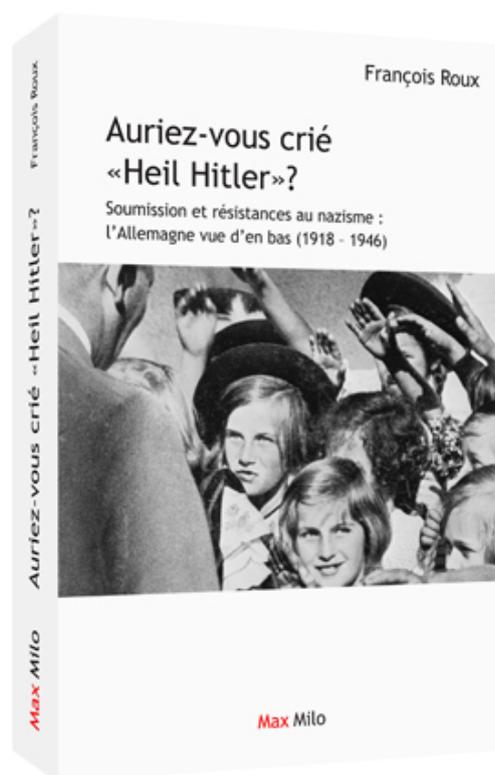
Charles Jacquier

Auriez-vous crié "Heil Hitler" ?

Soumission et résistances au nazisme : l'Allemagne vue d'en bas 1918-1946

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2012 - N° 30. Mars 2012 - Français - LIVRES, REVUES -
Date de mise en ligne : vendredi 23 mars 2012

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés



Écrit d'une plume alerte, cet ouvrage de près de 900 pages se lit facilement tout en proposant une synthèse originale des témoignages de protagonistes comme des nombreux travaux historiques sur le sujet. Dans cette « histoire populaire » de l'Allemagne de la fin d'une guerre mondiale à l'autre, l'auteur propose d'abord une histoire des années 1918-1933, marquée par l'échec des tentatives révolutionnaires, de novembre 1918 à octobre 1923, puis l'apparition du personnage d'Adolf Hitler dans un pays en crise et sa résistible ascension vers le pouvoir à partir de 1930.

Il s'intéresse ensuite à la condition des Allemands sous le nazisme, de la conquête du pouvoir absolu à la guerre mondiale en passant par le génocide, puis, après la défaite, à la manière dont la justice des vainqueurs organisa l'amnésie collective. Pour la combattre, François Roux réalise un large panorama des différentes formes de résistance au nazisme (cf. l'extrait reproduit ici même sur la résistance de l'extrême gauche).

Il souligne la soumission des églises, malgré la résistance de certains chrétiens, et la tardive conspiration des « anciennes élites » qui, la défaite étant inéluctable, cherchèrent à sauver l'essentiel pour elles, c'est-à-dire un nazisme sans Hitler...

Ce livre constitue une somme à lire et à faire lire, d'abord pour son point de vue internationaliste, rarissime dans les ouvrages sur le nazisme, ensuite pour l'originalité et la pertinence des matériaux utilisés, enfin, pour la question d'une brûlante actualité qu'il pose en conclusion : que faire face au « talon de fer » dont nous menace l'aggravation de la crise du capitalisme ?

Sommaire

•

[Auriez-vous crié « Heil Hitler » ?](#)

[Soumission et résistances au nazisme : l'Allemagne vue d'en bas 1918-1946](#)

[François Roux, \(Max Milo\).](#)

Auriez-vous crié « Heil Hitler » ? Soumission et résistances au nazisme : l'Allemagne vue d'en bas 1918-1946

François Roux, (Max Milo).

(Extrait)

L'histoire du IIIe Reich accorde une large place à des « résistances » pour le moins ambiguës et à d'autres qui n'en méritent pas le nom. Elle passe à peu près sous silence l'action des groupes d'extrême gauche, qui luttèrent pourtant avec plus d'intensité, compte tenu de leur taille, que n'importe quel parti.

Sauf les anarchistes qui constituent une branche à part du mouvement ouvrier, les autres formations de la gauche révolutionnaire provenaient de scissions du SPD ou du KPD, d'où l'appellation de « groupes intermédiaires » (Zwischengruppen) qui les désigne souvent. Il ne peut être question ici de retracer par le menu l'activité de toutes ces organisations, mais seulement d'évoquer les principales d'entre elles ainsi que le caractère particulier de l'action clandestine des petits groupes structurés.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L308xH213/manif-berlin-be2ac.jpg>

Une partie de l'extrême gauche marxiste qui avait rompu avec la social-démocratie en 1918 se sépara progressivement de l'Internationale communiste entre le retrait de Lénine (1922) et l'instauration de la dictature stalinienne (1927). Le comportement suicidaire du KPD et du SPD face à la montée de l'hitlérisme provoqua la colère impuissante des « groupes intermédiaires ».

Quand le KPD intégra le Front populaire en exil, il exigea que l'extrême gauche antistalinienne, accusée d'« alliance objective » avec le fascisme, en soit exclue. L'assaut dirigé de Moscou contre la révolution espagnole en 1937 montra que Staline, en dépit des discours sur l'antifascisme, cherchait en priorité à éliminer les forces qui contestaient son leadership sur le mouvement ouvrier international. En Allemagne, il était impensable pour des militants du KPD de collaborer avec des dissidents trotskistes, pour ne pas parler des anarchistes.

Leur cloisonnement, leurs effectifs restreints et le niveau élevé d'éducation politique de leurs membres expliquent pourquoi les formations d'extrême gauche ont échappé plus longtemps à la Gestapo que les organisations clandestines des grands partis ouvriers. En revanche, dès qu'elles tentaient de s'adresser aux Allemands au-delà de

leurs sympathisants, ou d'établir des liens avec d'autres organisations, elles prêtaient le flanc aux infiltrations et leur destruction suivait de peu.

Neu Beginnen (Nouveau commencement) existait depuis 1929 sous le nom d'« Organisation léniniste » (Leninistische Organisation). Walter Loewenheim, dit « Miles », socialiste de gauche et ex-communiste, était l'auteur du programme *Neu Beginnen*, qui fit connaître le mouvement sous ce nom en 1933. Loewenheim pensait que le IIIe Reich était là pour longtemps. Formé de transfuges du SPD et du KPD, *Neu Beginnen* s'organisa sur le modèle du parti bolchevique de Lénine pour se maintenir dans la clandestinité et former les cadres du parti unitaire prolétarien et révolutionnaire destiné à prendre la tête de la classe ouvrière quand le moment serait venu d'attaquer la dictature. Comme la Sopade, avec laquelle il coopérait, *Neu Beginnen* envoyait à l'étranger des rapports sur la situation en Allemagne que les historiens contemporains considèrent comme particulièrement pertinents et objectifs. Le groupe organisa également à Augsbourg plusieurs rencontres entre opposants, des anciens des partis de gauche pour la plupart. L'organisation comptait quelque 200 militants répartis en une dizaine de groupes, principalement en Allemagne du Sud. Une crise divisa les animateurs de *Neu Beginnen* en 1935. Là-dessus, des valises d'archives qui avaient été immergées dans le lac Müggel, près de Berlin, remontèrent à la surface et furent saisies par la Gestapo. Deux vagues d'arrestations successives opérèrent des coupes claires dans l'organisation à l'automne 1935 et au printemps suivant. Grâce à son cloisonnement rigoureux, *Neu Beginnen* échappa à la destruction.

Ses militants prirent contact en 1937 avec le groupe berlinois dit « des dix points » (Zehn-Punkte-Gruppe), constitué de communistes et de sociaux-démocrates partisans du front unique. L'arrestation de ces derniers provoqua la chute du dernier réseau de *Neu Beginnen* à l'automne 1938. Trente militants furent exécutés. Quelques cellules survécurent en Bavière et en Autriche jusqu'en 1942.

Les Socialistes révolutionnaires basés en Saxe et en Thuringe étaient, eux aussi, liés à la Sopade, dont ils critiquaient la passivité. Cette petite formation, comme les autres groupes dissidents, réclamait un « front unique » et proposait la constitution de « comités d'action » avec les sociaux-démocrates et les communistes.

Le parti le plus important numériquement à gauche après le SPD et le KPD provenait lui aussi de la social-démocratie. Le SAP ou SAPD (Parti socialiste ouvrier d'Allemagne, Sozialistische Arbeiterpartei) comptait 25 000 membres en 1932. Il rejetait à la fois le réformisme et le stalinisme, tout en appelant à surmonter les divisions du mouvement ouvrier. Cette position en fit un point de ralliement pour les militants marxistes à la recherche d'une stratégie unitaire après la « mise au pas ». Le SAP était implanté à Berlin et dans les régions industrielles d'Allemagne. Sa plate-forme logistique, d'où s'effectuaient les entrées et sorties du Reich à destination de la centrale extérieure basée en Sarre, puis à Paris, se trouvait à Francfort-sur-le-Main. Changeant fréquemment de ville, la direction de l'intérieur réussit à échapper à la Gestapo jusqu'en 1935.

L'organisation fut détruite pour l'essentiel cette année-là, alors que le SAP comptait encore 5 000 militants actifs. Certains dirigeants – dont Willy Brandt [\[1\]](#), futur chancelier de la RFA – rentrèrent alors d'exil pour poursuivre la lutte. Des groupes relativement nombreux subsistèrent à Berlin, Hambourg, Magdebourg, Mannheim, Kassel, Chemnitz, Dresde, Breslau et Stuttgart, jusqu'en 1939.

La Ligue de combat des socialistes internationalistes (Internationaler Sozialistischer Kampfbund, ISK) occupe une place à part dans la galaxie socialiste allemande. Son fondateur, Leonard Nelson, un professeur de philosophie, rejetait le marxisme, prônait une « dictature de la raison » et professait une hygiène de vie rigoureuse. Son successeur, Willi Eichler, maintint l'organisation pyramidale de la ligue et la stricte discipline imposée à ses militants : athéisme et régime végétarien sans tabac ni alcool. Avant 1933, l'ISK recrutait ses membres parmi les militants des associations d'éducation populaire et agissait plus par influence sur des groupes constitués – syndicats, associations culturelles, libres penseurs, ouvriers antialcooliques... – que par intervention directe auprès des masses.

À l'avènement de Hitler, l'organisation comptait 32 groupes locaux, tous structurés de la même façon : un petit noyau d'individus en liaison avec la direction fédérale, deux ou trois centaines de militants et, autour d'eux, la nébuleuse des sympathisants. Willi Eichler dut émigrer à Paris après l'incendie du Reichstag tandis que Helmut von Rauschenplatt, alias Fritz Eberhard, réorganisait l'ISK en six unités locales. D'octobre 1933 à la fin 1937, les militants de l'ISK introduisirent et diffusèrent en Allemagne un mensuel, les Nouvelles lettres politiques (Neue Politische Briefe), qui se distinguait par sa rigueur du reste de la presse en provenance de l'émigration. Un ingénieux réseau constitué de cinq auberges végétariennes et d'une boulangerie couvrait des rencontres discrètes, des ateliers de production de tracts, et procurait des finances pour l'action clandestine. Les militants de l'ISK se manifestèrent parfois de façon spectaculaire, par exemple lors de l'inauguration de l'autoroute de Francfort, en 1935, mais leur activité principale consistait à diffuser de l'information sur les lieux de production. Leurs méthodes ressemblaient à celles des autres groupes : envoi de lettres, dépôt de tracts dans les endroits publics, textes politiques sous des titres publicitaires, valises qui imprimaient des slogans sur le sol des gares, etc. L'ISK aurait voulu construire une organisation syndicale clandestine, mais la police de Himmler ne lui en laissa pas le temps.

La Gestapo arrêta les premiers militants en 1935, à Hanovre, puis elle infiltra l'organisation et la démantela au cours de l'été 1937. Les derniers groupes dans le sud de l'Allemagne succombèrent fin 1938. Quelques cellules réapparurent après le tournant de la guerre, renforcées par des militants rentrés d'exil. Au mois de septembre 1944, Jupp Kapius sauta en parachute au-dessus de l'Emsland et renoua le contact avec des groupes dormants dans la Ruhr et le nord de l'Allemagne afin de les préparer à l'assaut final contre la dictature vacillante. La journaliste et femme de lettres Hilde Meisel, infiltrée à plusieurs reprises dans le Reich sous le nom de Hilde Monte fut tuée en 1945 au cours d'une tentative pour franchir la frontière suisse.

Parmi les socialistes de gauche il faut encore signaler le rôle joué par les syndicats des transports ferroviaires et maritimes. Leur collaboration était cruciale pour acheminer clandestinement les hommes et les informations. Dans ces syndicats coexistaient des militants de différentes organisations. L'ITF, Internationale Transport-Föderation (Fédération internationale des ouvriers des transports), dirigée depuis les Pays-Bas par le socialiste hollandais Edo Fimmen, se structura en organisation de résistance au moyen d'un réseau d'« hommes de confiance » chargés du renseignement et de la coordination des opérations de sabotage. En 1936, l'organisation clandestine des cheminots animée par Hans Jahn regroupait 1 300 travailleurs du rail répartis sur 137 bases en Allemagne. Les arrestations massives de 1937 détruisirent la plus grande partie de ces réseaux.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L177xH285/images-38-7a77f.jpg>

Du côté des dissidents communistes, le KPD-O (ou KPO, Kommunistische Partei Opposition) provenait d'une scission « droitiste » opposée à la ligne stalinienne. Exclue du KPD fin 1928, ses membres n'avaient jamais perdu l'espoir de reconquérir le parti communiste, de l'orienter sur une ligne moins sectaire et de revenir à l'unité syndicale. Le KPO, appelé parfois « Groupe Brandler-Thalheimer », du nom de ses dirigeants, accueillait également des dissidents du SPD. En 1931, une partie de ses militants rejoignit le SAP récemment créé, où ils trouvèrent, selon Simone Weil, « une organisation qui joint à la faiblesse numérique d'une secte l'incohérence d'un mouvement de masse [2] ». La répression de 1933 décima le KPO, dont la plupart des cadres étaient connus de la police en tant qu'ex-dirigeants du KPD. Heinrich Brandler et August Thalheimer parvinrent à émigrer à Paris, d'où ils restèrent en liaison avec les Fünfergruppen (« Groupes de cinq ») présents en particulier à Berlin, Stuttgart, et dans les grandes villes d'Allemagne centrale. Dans le Reich, le KPO diffusait le Gegen den Strom (« Contre le courant »). En 1936, il comptait encore 1 200 militants, dont 250 à Berlin. L'arrestation en février 1937 d'un responsable de groupe qui livra les noms de ses contacts sous la torture entraîna le démantèlement de l'organisation. Un noyau clandestin poursuivit la résistance. Son animateur, l'ouvrier métallurgiste Otto Engert, fut exécuté en janvier 1945.

Les Rote Kämpfer (Combattants rouges) provenaient en partie du SPD, qu'ils avaient rallié après leur exclusion du KPD. D'autres avaient transité par le KAPD (Kommunistische Arbeitpartei Deutschlands), une scission antiparlementaire du KPD datant de 1920 qui avait compté jusqu'à

40 000 adhérents à ses débuts. Le KAPD, qui partageait les conceptions révolutionnaires des « conseillistes », était opposé à la participation aux élections, à l'adhésion aux syndicats réformistes et à la mainmise de l'URSS sur le mouvement ouvrier. Laminé par les scissions, il avait perdu de son influence dès 1922. En 1933, ses derniers militants se fondirent dans des petits groupes résistants, *la Kommunistische Räte-Union*, *la Kommunistische Arbeit-Union Deutschland* (KAUD) et les *Rote Kämpfer*. Les Combattants rouges étaient environ 400, répartis entre Berlin, Hambourg, la Saxe, la Ruhr et le nord du pays. Ils restèrent longtemps à l'abri des investigations policières jusqu'à ce que la Gestapo découvre leur groupe par hasard, en 1936, et arrête l'un de ses dirigeants, le journaliste Alexander Schwab. L'année suivante, 39 *Rote Kämpfer* tombèrent aux mains de la police à Berlin et une centaine dans la Ruhr.

Les communistes qui partageaient les analyses de Léon Trotski avaient quitté le KPD en 1927, après que le fondateur de l'Armée rouge eut été exclu du PCUS. Depuis, les agents du Komintern manœuvraient sans relâche pour faire des trotskistes les pestiférés du mouvement ouvrier. Pour un militant du KPD, « trotskiste ! » était la pire des injures. À partir de 1935, la presse stalinienne ne parla plus que des « hitlero-trotskistes ». Elle n'hésitait pas à dénoncer à la Gestapo ces « agents du nazisme » : « [...] la persécution rageuse dont faisaient l'objet, dans les petits journaux illégaux destinés à être distribués en Allemagne, les camarades trotskistes ou les autres groupes « déviants », commença à nous être pénible. Leur activité était dénoncée de façon détaillée : figuraient par exemple leur photo et leur nom de combat, ce qui équivalait à une dénonciation directe auprès de la Gestapo [3] [...] », se souvient Ursula Hirschmann, membre du parti communiste exilée à Paris. Malheur au trotskiste isolé dans un camp de concentration quadrillé par le KPD : « Dans l'Internationale, observait Simone Weil, la chasse aux oppositionnels prime toute autre considération [4]. » Les procès de Moscou au cours desquels les accusés à bout de tortures avouaient être des agents trotskistes à la solde du IIIe Reich confortèrent les staliniens fanatiques et leur base crédule dans la croyance d'un complot démoniaque associant Hitler et l'ancien bras droit de Lénine. « Le trotskisme contre-révolutionnaire est devenu depuis longtemps déjà le pire détachement d'avant-garde du fascisme international [...] converti en une des succursales des SS et de la Gestapo [...] entièrement mis à la disposition des services d'espionnage étrangers », tonnait Vychinski [5]. La presse communiste du monde entier applaudissait chaque fois qu'un « hitlero-trotskiste » était assassiné par un agent de Staline. L'élimination des dissidents marxistes du POUM [6] (Partido Obrero de Unificación Marxista) en Espagne (1937) et le meurtre de Trotski au Mexique (1940), à coups de pic à glace, furent salués par tous les « partis frères » du Komintern.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L193xH265/hirschmann-ursula-nous-sans-patrie-livre-896622383_ML-a6222.jpg

Deux organisations de résistance au moins se réclamaient du leader bolchevique banni par Staline. Le Groupe Étincelle (Gruppe Funke), du nom de son journal clandestin, agissait dans la région de Berlin. Le réseau issu du journal *La Révolution permanente* (Die Permanente Revolution), plus nombreux mais en proie aux luttes internes, comportait un centre à Paris et des cellules dans toute l'Allemagne. Il vit arriver à lui des déçus du KPD durant l'été 1933, où ses effectifs atteignirent le millier. Le parti communiste possédait des dossiers sur tous les « hitlero-trotskistes » connus de lui et la découverte par la Gestapo en décembre 1933 de ses archives sonna le glas des réseaux trotskistes. Le Gruppe Funke fut démantelé en 1934 après l'arrestation de 170 de ses militants, et 200 membres du réseau de *La Révolution permanente* connurent le même destin entre 1934 et 1936, ainsi que des centaines de sympathisants.

Les résistants anarchistes, oubliés parmi les oubliés, échappèrent longtemps à la Gestapo grâce à leur spécificité antiautoritaire. En effet, si de nombreux militants rouges transitaient d'une organisation marxiste à l'autre, ce qui multipliait les risques de repérage et d'infiltration par la police, les passages étaient beaucoup plus rares du mouvement anarchiste vers les partis d'obédience socialiste ou communiste, et inversement. La FAUD (Freie Arbeiter Union Deutschlands), anarcho-syndicaliste, fut la dernière organisation d'extrême gauche à être détruite par la Gestapo.

En décembre 1919, après l'échec de la révolution, les militants anarchistes avaient fondé la FAUD sur une ligne anti-étatique et anarcho-syndicaliste proche de la CNT espagnole. La FAUD revendiquait 110 000 membres à sa création. La différence entre bolcheviques et anarchistes, également opposés au réformisme, était alors mal définie : la révolution d'Octobre avait soulevé un immense espoir, y compris chez les libertaires, et de nombreux militants appartenaient à la fois à la FAUD et au KPD. Les anarchistes restèrent solidaires de la jeune république soviétique jusqu'à la répression de la Commune de Kronstadt (1921).

Le courant non violent, dominant chez les anarchistes allemands depuis le début de la Grande Guerre, se renforça après l'écrasement de la *Rote Ruhrarmee* en 1920, qui laissa exsangue l'extrême gauche révolutionnaire dans cette grande région ouvrière et coûta des centaines de vies à la FAUD. Les principaux leaders anarchistes, Rudolf Rocker, qui voulait « prendre les armes pour les détruire », Augustin Souchy ou Pierre Ramus – surnommé « M. Non-sanglant » –, préconisaient la grève générale expropriatrice et non violente. La FAUD connut son apogée au début des années 1920. Elle compta jusqu'à 150 000 adhérents et diffusait une abondante propagande par le biais de feuilles régionales, de mensuels et d'un journal national, *Der Syndicalist*, hebdomadaire tiré à 100 000 exemplaires. Le mouvement anarcho-syndicaliste avait pour organe politique la FKAD (Föderation Kommunistischer Anarchisten Deutschland). L'organisation de jeunesse de la FAUD, la Syndicalistische anarchistische Jugends Deutschland (SAJD) publiait un journal destiné aux jeunes, *Der Junge Anarchisten*, et la FKAD en publiait deux : *Der freie Arbeiter* (« Le travailleur libre ») et *Freie Jugend* (« Jeunesse libre »). Autour de ces organisations gravitait une constellation de groupes autonomes, politiques, culturels, végétariens, communautaires, « écologistes » avant l'heure, etc., ainsi qu'une Fédération des femmes syndicalistes (Syndicalistischer Frauenbund), qui revendiquait le droit de vote, le droit à la contraception, le droit à l'homosexualité, et préconisait la grève des maternités pour empêcher la guerre.

Constatant la dérive bureaucratique et dictatoriale de l'URSS, la FAUD interdit la double appartenance avec le KPD en 1921 et adhéra à l'Association internationale des travailleurs (AIT), antiautoritaire en 1923. La collaboration des syndicats socialistes avec l'État allemand et le sectarisme du parti communiste marginalisèrent rapidement les anarcho-syndicalistes. La FAUD ne comptait plus que 25 000 cotisants en 1925.

La violente répression conduite à partir de 1931 par les gouvernements réactionnaires successifs contre les organisations révolutionnaires extra-parlementaires – contre laquelle ne protestaient ni le SPD ni le KPD – lamina le syndicat rouge et noir. *Der Syndicalist* était régulièrement saisi ou interdit. Lucides quant à la dangerosité du mouvement hitlérien, les anarchistes, comme les autres groupes révolutionnaires, appelaient les grands partis et syndicats de gauche à préparer la grève générale pour lui faire barrage. Ils s'indignaient de la surenchère nationaliste du SPD et du KPD. Devant la montée du péril brun, les anarcho-syndicalistes envisagèrent assez tôt de passer dans la clandestinité, mais sans prendre les mesures qui s'imposaient. L'organisation tint son dernier congrès officiel en 1932, à Erfurt. La FAUD dénombrait alors 7 000 cotisants.

Fin février 1933, l'offensive nazie prit de vitesse les anarcho-syndicalistes. La FAUD s'était autodissoute quelques jours auparavant afin de devancer une interdiction, mais lorsque la police perquisitionna son siège de Berlin, elle mit la main sur les archives de l'AIT et sur les coordonnées des militants.

La Gestapo n'avait pas eu besoin des fichiers de la FAUD pour trouver Erich Mühsam, publiciste et poète renommé, vétéran de la révolution munichoise et figure de proue du mouvement anarchiste. Arrêté le 28 février, déporté à Oranienburg [7], Erich Mühsam subit une année de tortures [8] avant d'être pendu par les SS le 10 juillet 1934 durant la vague d'assassinats qui suivit la nuit des Longs Couteaux.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L269xH400/Muhsam-e8d01.jpg>

Les intellectuels libertaires les plus menacés, Rudolf Rocker, Augustin Souchy ou le théoricien du fédéralisme, Helmut Rüdiger, s'exilèrent. Un bureau du Deutsche Anarcho-syndicalisten (DAS) fut créé à Amsterdam. Les

militants qui avaient échappé aux grandes rafles du printemps 1933 tentèrent de poursuivre la lutte en Allemagne. La FAUD se structura en quatre centres régionaux, dont le plus actif se situait à Duisburg, au cœur de la Ruhr. Malgré leur manque d'organisation, la FAUD et les groupes anarchistes souffrirent moins des arrestations que les autres formations révolutionnaires. Outre leur relatif isolement au sein de l'extrême gauche, leur structuration en petites unités autonomes rendait la remontée des filières plus difficile pour la police. Au fil des ans, le quadrillage de la société, les arrestations et les récits effrayants des tortures pratiquées par la Gestapo éclaircirent les rangs des résistants anarchistes. L'activité reposa sur un nombre de plus en plus réduit de militants, tel Julius Nolden qui reliait inlassablement les différents groupes de la Ruhr sur sa bicyclette.

La révolution espagnole provoqua un sursaut aussi bref qu'intense de l'activité des groupes anarchistes en Allemagne. Pour la première fois dans l'histoire éclatait une révolution sociale basée sur les principes antiautoritaires. Le plus puissant syndicat ouvrier d'Espagne, la CNT anarcho-sindicaliste, comptait un million d'adhérents quand le parti communiste espagnol n'était qu'un groupuscule. Les militants de la FAUD collectaient des fonds pour l'Espagne, où 200 anarchistes allemands s'étaient engagés dans les colonnes au drapeau rouge et noir, notamment au sein du « Groupe international » de la colonne Durruti. C'est un membre du DAS, Carl Einstein, qui rédigea l'éloge funèbre de Buenaventura Durruti [9], tombé à Madrid en décembre 1936.

Ce regain d'activité attira immédiatement l'attention de la Gestapo. Les arrestations redoublèrent. En 1937, en même temps que Julius Nolden, 200 militants furent appréhendés à travers le Reich, dont 50 en Rhénanie, 40 à Leipzig et une trentaine à Berlin. « Les hommes arrêtés sont tous des partisans convaincus du mouvement anarcho-sindicaliste », écrivit dans son rapport le policier chargé de coordonner l'action, et il ajoutait cette remarque lourde de menaces : « Ils sont tellement convaincus de la justesse de leurs idées qu'ils ne pourront que difficilement être rééduqués pour devenir des membres utiles à la communauté du peuple allemand [10]. » Michael Delissen, de Mönchengladbach, fut battu à mort après son arrestation, en décembre 1936 ; Emil Mahnert, de Duisburg, se jeta du second étage de la prison le 24 janvier 1937 ; et Anton Rosinke, de Düsseldorf, succomba sous les coups le mois suivant. Les militants qui avaient survécu aux interrogatoires furent traduits en justice en janvier et février 1938. Les dernières feuilles anarcho-sindicalistes en provenance de Paris ou d'Amsterdam cessèrent d'être acheminées à la veille de la guerre. Julius Nolden purgea sa peine au pénitencier de Lüttringhausen jusqu'à la libération du camp par les Alliés.

(Extrait de la conclusion)

Les conditions sont réunies pour que les sociétés modernes succombent à la tentation fasciste : l'écart vertigineux qui se creuse entre les riches et les pauvres, des « élites » politico-économiques corrompues et déconsidérées, un appareil judicario-policier au service des puissants... Les États riches développent une mentalité d'assiégé, se barricadent contre les étrangers et perfectionnent les techniques de fichage, de contrôle et de répression prêtes à être utilisées par un pouvoir malveillant. Quand la crise ébranlera le capitalisme, nul doute que l'oligarchie de l'argent qui gouverne la planète utilisera tous les moyens pour sauvegarder ses intérêts. Les inégalités s'accroîtront mécaniquement. Dégoûtées de la démocratie formelle et de son impuissance à changer le « système » injuste, terrorisées à l'idée de perdre leur standard de vie comme l'était la petite bourgeoisie allemande au crépuscule de Weimar, les populations des pays riches sauront-elles rejeter les démagogues qui leur désigneront des boucs émissaires et promettent de les sortir de la crise au profit de l'abandon des libertés démocratiques ?

Le phénomène nazi a valeur d'exemple universel affirme Ian Kershaw :

« [II] jette une lumière crue sur le double visage de la modernité et les catastrophes auxquelles peuvent conduire des sociétés et des États modernes en crise. »

[1] Willy Brandt, responsable des jeunesses du SAP, s'exila en Norvège en 1933, puis rentra en Allemagne en 1936 et prit pour six mois la direction de l'organisation berlinoise avant de repartir en exil.

[2] Simone Weil, *Écrits historiques et politiques*, Gallimard, 1960, p. 191.

[3] Ursula Hirschmann, *Nous sans patrie*, Les Belles Lettres, 2009, p. 136.

[4] Simone Weil, *op. cit.*, p. 191.

[5] Cité par Jean-Jacques Marie, *Trotsky. Le trotskysme et la Quatrième Internationale*, PUF, 1980, p. 83.

[6] Parti marxiste antistalinien, le POUM, principalement basé en Catalogne et fort de 45 000 militants environ, avait rompu avec Trotski peu après sa création.

[7] Origine du futur camp de Sachsenhausen, près de Berlin.

[8] Les SS lui avaient brisé les mains pour qu'il ne puisse plus jamais écrire. La tombe d'Erich Mühsam, à Berlin, fut entretenue clandestinement tout au long de l'époque nazie.
Zenzl Mühsam, *Une vie de révolte. Lettres 1918-1959*, Éditions La Digitale, p. 142).

[9] Buenaventura Durruti (1896-1936) était un leader charismatique du mouvement anarchiste ibérique.

[10] Cité par Jean-Marie Tixier, *op. cit.*, p. 15. (extrait du site anarchismenonviolence2.org/IMG/article_PDF/article_110.pdf)